
Nº. C. XXXVII.

L'AMI DU PEUPLE;

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Samedi 24 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 22 Aril 1790.

Décrets relatifs à la chasse. --- Conspiration
tramée par le châtelet contre l'assemblée
nationale.

M. Merlin ayant repris le rapport sur la
chasse, les articles suivans ont été successive-
ment décrétés.

Art. II. « L'amende et l'indemnité ci-dessus
statuées, contre celui qui aura chassé sur le
terrein d'autrui, seront portées respectivement

(1) J'avertis le lecteur, que celui qui imite
ma feuille, copie jusqu'à l'avertissement, par
lequel je prévenois le public de son escroquerie.

à 30 liv. et 15 liv. quand le terrain sera clos de murs et de haies, et à 40 liv. et 20 liv. dans le cas où le terrain clos tiendrait immédiatement à une habitation.

III. Chacune de ses différentes peines sera doublée en cas de récidive; elle sera triplée, s'il survient une troisième contravention, et la même progression sera suivie pour les contraventions ultérieures, le tout dans le courant de la même année seulement.

IV. Le contrevenant qui n'aura pas, huitaine après la signification du jugement, satisfait à l'amende prononcée contre lui, sera contraint par corps et détenu en prison pendant vingt-quatre heures pour la première fois; pour la seconde fois pendant huit jours, et pour la troisième et ultérieures contraventions, pendant trois mois.

V. Dans tous les cas, les armes avec lesquelles la contravention aura été commise, seront confisquées, sans néanmoins que les gardes puissent désarmer les chasseurs.

VI. Les pères et mères répondront des délits de leurs enfans mineurs de vingt ans, non mariés et domiciliés avec eux, sans pouvoir néanmoins être contraints par corps.

VII. Si les délinquans sont déguisés ou masqués, ou s'ils n'ont aucun domicile connu dans

le royaume, ils seront arrêtés à la requisition de la municipalité.

VIII. Les peines et contraintes ci-dessus seront prononcées sommairement à l'audience par la municipalité du lieu du délit, sauf l'appel; ainsi qu'il a été réglé par le décret de l'Assemblée nationale du 21 mars dernier; elles ne pourront l'être que sur la plainte du propriétaire ou autre partie intéressée, soit même dans le cas où l'on auroit chassé en temps prohibé, sur la seule poursuite du procureur de la commune.

IX. A cet effet, le conseil général de la commune est autorisé à établir au moins un garde-messier, beaugard ou garde champêtre, qui sera reçu et assermenté par la municipalité, sans préjudice de la garde des bois, qui se fera comme par le passé, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

X. Lesdits rapports seront, ou dressés par écrit, ou faits de vive voix au greffe de la municipalité; dans ce dernier cas, le secrétaire-greffier en tiendra registre: et dans l'un et l'autre cas, ils seront affirmés entre les mains d'un officier municipal, dans les vingt-quatre heures du délit qui en sera l'objet, et ils feront foi de leur contenu jusqu'à la preuve contraire, qui sera admise sans inscription de faux.

XI. Il pourra être suppléé auxdits rapports par la déposition de deux témoins.

XII. Toute action pour délit de chasse sera prescrite, à partir du mois où le délit aura été commis.

XIII. Il est libre à tout propriétaire ou possesseur de chasser ou faire chasser, en tout temps, et nonobstant l'article premier du présent décret, dans celles de ses possessions qui sont séparées par des murs ou des haies vives d'avec les héritages d'autrui.

XIV. Pourra également tout propriétaire ou possesseur, même dans les temps prohibés par ledit article, chasser ou faire chasser, sans chien courant, dans ses bois et forêts.

XV. Il est pareillement libre, en tout temps, au propriétaire ou possesseur, et même au fermier, de détruire le gibier dans ses récoltes non closes, en se servant de filets ou autres engins qui ne puissent pas nuire aux fruits de la terre, comme aussi de repousser avec des armes à feu les bêtes fauves qui pourroient se répandre dans ses récoltes.»

Conspiration tramée par le châtelet contre
l'assemblée nationale.

Une contre-révolution, plus terrible, plus effrayante que toutes celles dont nous avons été alarmés jusqu'à ce jour, s'ourdit, se prépare sourdement, dans le sein même de cette capi-

tales. En quel endroit ? Au châtelet. Quels sont les traîtres ? Les infâmes magistrats qui y siègent, et qui, de concert avec les ministres, avec les ennemis du bien public, avec les grands, se proposent d'opérer, avant quinze jours, la dissolution de l'assemblée nationale, et allumer la guerre civile. -- Citoyens, et vous, régénérateurs des François, recevez tous la dénonciation que je vous fais des perfidies que projettent les membres de ce détestable tribunal contre la révolution et la liberté (1).

Envain les sourdes manœuvres de nos ennemis sont-elles déjouées à chaque instant par la surveillance des bons citoyens ; toujours les manœuvres renaissent, tantôt sous une forme, tantôt sous une autre. Le dernier coup se prépare, et ce sont les juges du châtelet qui doivent le porter. Ils continuent leurs informations secrètes, sur les journées des 5 et 6 octobre, avec une activité, avec une chaleur qui dénote la coalition la mieux caractérisée, avec les capucins de l'assemblée nationale, avec la cour et les ministres. Ce n'est pas contre ceux qui ont ordonné le repas des gardes du corps qu'ils informent ; ce n'est pas contre ceux qui ont distribué des cocardes blanches, ni contre l'ancienne municipalité de Versailles, ni contre

(1) Le chef de la conspiration, c'est le lieutenant particulier Boucher de FAVRAS, aidé d'Omer Talon, du procureur du roi de Brunville, et du lieutenant criminel Bachois. Le procureur syndic de la commune a abandonné la partie, de peur de perdre sa place, et peut-être sa tête.

d'Estaing, ni contre Gouvernet, ni contre Saint-Priest, ni contre Montaran, ni contre tant d'autres, qui ont été la cause des scènes qui se sont passées à Versailles dans les journées du 6 et du 7, ni contre la personne qui étoit dans la voiture de la reine, qu'on fit rentrer dans les écuries, et qui prétendit être la reine elle-même, quand on arrêta les cinq voitures à la grille du Dragon, ni contre celle qui fit habiller les cochers et les valets de pied en habits bourgeois, ni contre celle qui a fait préparer les voitures : ce n'est point contre ces x qui ont fait placer, dans les écuries de la reine, des canons, des forges et des grils à boulets, qu'informent les infâmes juges du châtelet ; c'est contre les auteurs et les rédacteurs d'un plan du conseil de régence qu'il falloit établir alors, si notre roi nous eût été enlevé, que ces indignes robins, ces prévaricateurs aux gages de la cour et des ministres dirigent leurs informations ; c'est contre les patriotes de l'assemblée nationale, qui vouloient prévenir, d'avance, l'anarchie cruelle à laquelle la France alloit être infailliblement livrée, si elle eût été abandonnée de son roi.

Près de 500 témoins ont été déjà entendus ; et quels témoins ! des Lachese, des Mirabeau cadet, Cazalès etc. des hommes attachés ou vendus à la cour, des misérables dont on achète les dispositions au poids de l'or, de cet or extrait du sang des peuples, et qui devient en cette occasion un moyen atroce pour donner au parjure l'importance et la solennité de la vérité. Par une affectation inouïe, on fait, en outre, consigner aux témoins leurs dépositions chez

des notaires , de peur , dit-on , que le greffe criminel ne soit pillé. . . . (1) Après des nouvelles incendiaires , après l'abus de la confession , après l'abus , plus criminel encore , de la prédication , des prêtres feignent de venger Dieu. On dégarnit de troupes plusieurs frontières , on travaille les soldats pour les éloigner de la cause commune ; et dans le même temps le châtelet se prépare à décréter les principaux membres du parti patriotique de l'assemblée nationale , pour jeter de la défaveur sur tout le parti , et par conséquent sur les sages et importans décrets que nous lui devons , pour semer l'allarme parmi ses membres , opérer la division de l'assemblée , sa dissolution , et par conséquent la guerre civile. . . . Peuple , rappelez-vous avec horreur , que , sous Charles V , après la clôture des états-généraux de 1355 , les plus grands orateurs de ces états , les citoyens les plus recommandables par leurs talens et leurs vertus , furent livrés , par les manœuvres de la cour et par la calomnie des faux témoins subornés , à des tribunaux perfides , qui firent périr dans les supplices ou dans les cachots la plupart de ces infortunés. Citoyens ! armés pour le soutien de la constitution et la défense de la liberté , frémissez ; voilà le sort qui menace vos plus généreux défenseurs. Deux cents décrets se griffonnent à l'instant au châtelet pour attenter à l'honneur , à la liberté des sauveurs de la

(1) Jusqu'où le crime porte quelquefois la démence ! Eh ! de quel poids pourroient être jamais en justice des dépositions reçues par des notaires , puisqu'elles sont illégales !

patrie , pour diviser l'assemblée nationale , pour la dissoudre , anéantir ses décrets et vous livrer aux horreurs de la guerre civile. Ce que n'a pu exécuter une armée de trente mille hommes, une poignée de vils robins, de traîtres en rabat, abusant d'un pouvoir précaire qu'ils ne tiennent que des circonstances, vont l'opérer..... Citoyens ! je vous le répète , si vous ne réunissez pas vos efforts pour arrêter l'inferral complot que je vous dénonce , dans quinze jours vous n'aurez plus d'assemblée nationale , dans quinze jours vous vous entre-égorgerez..... Et vous , augustes représentans , patriotes vertueux , seul espoir des Français , réveillez-vous donc de la fatale léthargie qui vous tient engourdis ; vous n'avez pas 24 heures à perdre.... Sauvez la nation et sauvez-vous. N'attendez pas que le vil tribunal du châtelet frappe ses propres créatures ; ne souffrez pas que ce reste impur de l'ancien régime demeure plus long-tems juge suprême entre la nation et les ennemis de la nation : toute espece de pouvoir émane de cette nation que vous représentez..... Je le répète , il n'y a pas un jour à perdre..... Demain , peut-être , vous regretterez d'avoir négligé ce que vous pouvez faire aujourd'hui. Destituez à l'instant l'infâme tribunal du châtelet , de la commission dangereuse que vous lui avez attribué ; faites-vous rapporter toutes les instructions et procédures qu'il a faites ; organisez , sans désespérer , la haute cour nationale , et ne laissez pas plus long-tems dans des mains sacrilèges le pouvoir dangereux de venger les délits nationaux.

De l'Imprimerie de M A R A T.